

**Art. 4.** À l'article 10quinquies du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 mars 2003 et modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 13 septembre 2013, 30 août 2016 et 19 juillet 2019, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 2, les mots « Afin d'évaluer la régularité de l'élève » sont ajoutés avant les mots « Les absences enregistrées » ;

2° dans le paragraphe 3, les mots « afin d'évaluer la régularité de l'élève » sont insérés entre le mot « légitime » et les mots « , pourvu que ».

**Art. 5.** Dans le même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juillet 2019, il est inséré un chapitre IIbis/1, comprenant les articles 10septies/1 à 10septies/4, rédigé comme suit :

« Chapitre IIbis/1. Absences acceptables

Art. 10septies/1. Le présent chapitre s'applique aux élèves scolarisables dans l'enseignement maternel ordinaire et spécial, à l'exception des enfants de six et sept ans de l'enseignement maternel en application de l'article 12/1 du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental.

Art. 10septies/2. Toutes les absences qui ne sont pas considérées comme acceptables par la direction conformément à l'article 26 du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, sont enregistrées comme d'autres absences.

Afin d'évaluer la régularité de l'élève, les autres absences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont considérées comme des absences acceptables, à condition que :

1° l'école prévoit à des mesures d'accompagnement pour l'enfant de l'enseignement maternel en question ;

2° l'école signale ces autres absences au centre d'encadrement des élèves ;

3° l'école collabore avec le centre d'encadrement des élèves pour l'encadrement de l'enfant de l'enseignement maternel en question. L'école conserve un dossier de cet encadrement, qui peut faire partie du dossier de l'élève.

Les autres absences, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, d'élèves pour qui l'école ne peut pas pourvoir à des mesures d'encadrement parce qu'ils sont inatteignables, sont considérées comme des absences acceptables afin d'évaluer la régularité de l'élève, pourvu que l'école puisse démontrer qu'elle s'est efforcée de localiser l'élève concerné.

Les obligations visées aux alinéas 2 et 3 ne s'appliquent pas au nombre d'absences à décider par le parent pendant l'année scolaire en question parce qu'elles se situent en dehors des 290 demi-jours de scolarité obligatoire.

Art. 10septies/3. Le dossier visé à l'article 10septies/2, alinéa 2, 3°, doit être déposé à l'école à l'inspection des vérificateurs.

Art. 10septies/4. Les enfants de l'enseignement maternel qui, après l'application de l'article 10septies/2, alinéas 2 et 3, au cours de l'année scolaire en question, ont des absences autres que les absences acceptables en plus du nombre à décider par le parent, perdent leur statut d'élève régulier tel que visé à l'article 20 du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental. ».

**Art. 6.** Dans l'article 10decies/2, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 mai 2014, le point 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° si, selon l'âge, tous les domaines d'apprentissage, visés aux articles 39 ou 40 du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, sont abordés. ».

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

**Art. 8.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement et la formation dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2020/43312]

16 OKTOBER 2020. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van de aanvraagprocedures in het Onroerenderfgoedbesluit voor erfgoedpremies bijzondere procedure en voor meerjarenpremieovereenkomsten

#### Rechtsgrond

Dit besluit is gebaseerd op:

- het Onroerenderfgoeddecreet van 12 juli 2013, artikel 10.2.1, gewijzigd bij het decreet van 13 juli 2018.

#### Vormvereisten

De volgende vormvereisten zijn vervuld:

- De Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, heeft zijn akkoord gegeven op 9 juli 2020.

- De Raad van State heeft advies 68.024/1 gegeven op 8 oktober 2020, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

#### Initiatiefnemer

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Wonen en Onroerend Erfgoed.

Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

**Artikel 1.** In afdeling 2 van hoofdstuk 11 van het Onroerenderfgoedbesluit van 16 mei 2014 wordt het opschrift van onderafdeling 3 opgeheven.

**Art. 2.** Artikel 11.2.6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 3.** In het hetzelfde besluit, wordt vóór artikel 11.2.27, dat artikel 11.2.27/1 wordt, een nieuw artikel 11.2.27 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 11.2.27. De Vlaamse Regering kan beslissen om de toepassing van de aanvraagprocedure in deze onderafdeling te schorsen omdat de beschikbare kredieten op de begroting van de Vlaamse Gemeenschap onvoldoende zijn om nieuwe premies volgens de bijzondere procedure toe te kennen binnen een redelijke termijn. De schorsing is van onbepaalde duur en geldt totdat de Vlaamse Regering de schorsing opheft.

Tijdens de periode van schorsing kunnen geen nieuwe premies volgens de bijzondere procedure worden aangevraagd. Ontvankelijke premieaanvragen die ingediend zijn vóór de schorsingsperiode, worden behandeld volgens de regels in deze afdeling.”

**Art. 4.** Aan artikel 11.4.1 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

“Tijdens de in artikel 11.2.27 vermelde schorsingsperiode, kunnen geen nieuwe meerjarenpremieovereenkomsten gesloten worden. Premieaanvragen op basis van meerjarige premieovereenkomsten die gesloten zijn voorafgaand aan de in artikel 11.2.27 vermelde schorsingsperiode, worden behandeld volgens de regels in deze afdeling.”

**Art. 5.** Artikel 13.3.7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 10 december 2020.

**Art. 7.** De Vlaamse minister, bevoegd voor het onroerend erfgoed, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 16 oktober 2020.

De minister-president van de Vlaamse Regering,  
J. JAMBON

De Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Wonen en Onroerend Erfgoed,  
M. DIEPENDAELE

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2020/43312]

**16 OCTOBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant les procédures de demande, prévues par l'Arrêté sur le Patrimoine immobilier, des primes au patrimoine par procédure particulière et des accords de primes pluriannuels**

**Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- le Décret relatif au patrimoine immobilier du 12 juillet 2013, l'article 10.2.1, modifié par le décret du 13 juillet 2018.

**Formalités**

Les formalités suivantes ont été remplies :

- Le ministre flamand ayant le budget dans ses attributions a donné son accord le 9 juillet 2020.

- Le Conseil d'État a donné son avis 68.024/1 le 8 octobre 2020, en application de l'article 84, § 1, alinéa premier, 2° des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973.

**Initiateur**

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** À la section 2 du chapitre 11 de l'Arrêté sur le patrimoine immobilier du 16 mai 2014, l'intitulé de la sous-section 3 est abrogé.

**Art. 2.** L'article 11.2.6 du même arrêté est abrogé.

**Art. 3.** Dans le même arrêté, avant l'article 11.2.27, qui devient l'article 11.2.27/1, un nouvel article 11.2.27 est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 11.2.27. Le Gouvernement flamand peut décider de suspendre l'application de la procédure de demande prévue dans la présente sous-section lorsque les crédits disponibles au budget de la Communauté flamande sont insuffisants pour accorder au titre de la procédure particulière de nouvelles primes dans un délai raisonnable. La suspension est d'une durée indéterminée et s'applique jusqu'à ce que le Gouvernement flamand y mette fin.

Pendant la période de suspension, aucune nouvelle prime ne peut être demandée au titre de la procédure particulière. Les demandes de prime recevables introduites avant la période de suspension sont traitées conformément aux règles énoncées dans la présente section. »

**Art. 4.** L'article 11.4.1 du même arrêté est complété par un alinéa deux, rédigé comme suit :

« Pendant la période de suspension visée à l'article 11.2.27, aucun nouvel accord de primes pluriannuel ne peut être conclu. Les demandes de prime fondées sur des accords de primes pluriannuels conclus avant la période de suspension visée à l'article 11.2.27 sont traitées conformément aux règles énoncées dans la présente section. »

**Art. 5.** L'article 13.3.7 du même arrêté est abrogé.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 10 décembre 2020.

**Art. 7.** Le ministre flamand compétent pour le patrimoine immobilier est chargé d'exécuter le présent arrêté.  
Bruxelles, le 16 octobre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,  
M. DIEPENDAELE

—————  
**VLAAMSE OVERHEID**

**Omgeving**

[C – 2020/15825]

**13 OKTOBER 2020. — Ministerieel besluit tot wijziging van meerdere formulieren die horen bij het omgevingsvergunningbesluit**

**Rechtsgrond**

Dit besluit is gebaseerd op :

- het decreet van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunning, artikel 18, tweede lid, artikel 37, tweede lid, en artikel 108;
- het besluit van de Vlaamse Regering van 27 november 2015 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunning, artikel 15, § 1 en § 2, gewijzigd bij het besluit van 9 maart 2018, artikel 97, § 1, gewijzigd bij het besluit van 9 maart 2018, artikel 98, artikel 100, 133, en 136, § 1.

**Vormvereisten**

Er zijn geen te vervullen vormvereisten. Het besluit heeft geen budgettaire weerslag.

DE VLAAMSE MINISTER VAN JUSTITIE EN HANDHAVING,  
OMGEVING, ENERGIE EN TOERISME BESLUIT :

**Artikel 1.** In bijlage 1 bij het besluit van de Vlaamse Regering van 27 november 2015 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunning, vervangen bij het besluit van de Vlaamse Regering van 9 maart 2018 en het laatst gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 3 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in vraag 3.3. wordt de antwoordmogelijkheid

“

- een uitsluitend tijdelijk ingedeelde inrichting of activiteit. *Deze inrichtingen of activiteiten worden met de letter T aangeduid in de indelingslijst. Deze optie is alleen mogelijk voor een project dat uitsluitend tijdelijke inrichtingen of activiteiten omvat.*

“

vervangen door de volgende antwoordmogelijkheid:

“

- een project dat uitsluitend tijdelijke inrichtingen of activiteiten omvat. *Deze inrichtingen of activiteiten worden met de letter T aangeduid in de indelingslijst. Deze zijn in duur beperkt tot maximaal 1 jaar als het verband houdt met een bouwwerk of tot maximaal 3 maanden in de overige gevallen.*

”;

2° vraag 8.1 wordt vervangen door wat volgt:

“

**8.1 Wilt u dat bepaalde gegevens uit de aanvraag niet openbaar worden gemaakt?**

*Normaal zijn alle stukken van een aanvraag volledig openbaar.*

*Als u bepaalde gegevens uit een milieueffectrapport (MER) of omgevingsveiligheidsrapport niet openbaar wilt maken, moet u over een positieve beslissing daarover van de dienst MER/VR beschikken (zie ook vraag 4.4). Zonder deze positieve beslissing is het MER of OVR steeds volledig openbaar.*

*Als u bepaalde gegevens die niet zijn opgenomen in een MER of OVR, niet openbaar wilt maken, voegt u een motivering bij dit formulier. De motivering moet bewijzen dat uw verzoek voldoet aan de uitzonderingsgronden op de openbaarheid, opgenomen in de artikelen II.34 en volgende van het Bestuursdecreet van 7 december 2018.*

- ja. *Neem die gegevens en de positieve beslissing van de dienst MER/VR of de bijbehorende motivering op in een document dat u als bijlage F1 bij dit formulier voegt.*

- nee

”;

3° vraag 8.10. wordt opgeheven.